

OTAN

Je veux enfin parler de la détente. J'imagine qu'en principe nous y sommes tous favorables. Pourtant une chose m'a déçu, les pays de l'OTAN, les pays de l'Europe occidentale, ne semblent pas avoir réussi à préciser avec les pays de l'Est du rideau de fer, en particulier avec l'URSS, ce qu'il faut entendre exactement par un libre mouvement des peuples, chez eux comme chez nous.

Cette question m'a toujours semblé d'une importance essentielle. Je connais bien sûr l'attitude de la Russie envers les autres pays qui interviennent dans ses affaires intérieures ou dans celles d'autres pays, mais, à mon avis, il serait regrettable d'arriver par la négociation à une forme de détente caractérisée par une limitation des forces armées et par le maintien du statu quo, si, par cette reconnaissance implicite de la situation actuelle, nous acceptons les limitations apportées actuellement au mouvement des peuples en URSS et dans ses satellites. Dans un instant, si j'en ai la possibilité, j'aimerais poser au premier ministre une question fort simple sur ce point.

M. Edward Broadbent (Oshawa-Whitby): Monsieur l'Orateur, comme le chef de l'opposition (M. Stanfield), jusqu'à environ 2 h 15, je pensais que le premier ministre (M. Trudeau) ne ferait pas de déclaration sur son voyage en Europe, mais se contenterait de déposer à la Chambre ses observations à ce sujet. J'ai entendu sa déclaration, je l'ai lue avant qu'il intervienne, je comprends pourquoi on a hésité à prendre le temps de la Chambre. Sur la question de l'OTAN et sur le rôle qu'y joue le Canada, le premier ministre ne nous apporte absolument rien. A mon sens, si le gouvernement s'est engagé à maintenir le Canada dans l'OTAN, il aurait dû donner à nos alliés européens, ainsi qu'à la Chambre, une réponse aux questions qu'ils nous ont posées sur la nature de notre rôle. Le premier ministre n'en a rien fait.

La question est la suivante: allons-nous continuer à apporter une double contribution à l'OTAN, à jouer un rôle terrestre et aérien? Dans l'affirmative, sommes-nous prêts à rééquiper nos forces terrestres? Autrement, en quoi devra constituer la contribution du Canada à la défense de l'Europe occidentale? Ni le communiqué du premier ministre, qui est naturellement celui de tous les membres de l'OTAN, ni sa déclaration à la Chambre n'ont le moindre touché à ces questions. On a dit de l'opposition qu'elle prenait beaucoup de temps à la Chambre pour des interventions inutiles, je pense que la même remarque pourrait s'appliquer à la déclaration faite par le premier ministre au sujet de la position du gouvernement sur l'OTAN.

Je veux le souligner très clairement, le Nouveau parti démocratique estime que, si, à une certaine époque, il était normal que le Canada joue un rôle dans l'OTAN, ce temps est maintenant bien passé. Je voudrais que le gouvernement, sous l'impulsion du premier ministre, abandonne sa position ambiguë. D'un côté, il semble porté à admettre avec notre parti qu'une participation du Canada à l'OTAN n'est plus guère de notre époque—ce qui expliquerait l'absence d'une politique très précise sur notre contribution militaire. Et d'autre part, le premier ministre déclare qu'il n'est pas de cet avis, mais qu'il est tenu par des engagements fermes.

Il faudrait sortir de l'OTAN. Il importe beaucoup plus à l'heure actuelle de disposer d'une armée de métier, très

[M. Stanfield.]

spécialisée, et de la préparer en vue d'une participation aux opérations de maintien de la paix des Nations Unies lorsque nous le jugeons opportun, de manière à pouvoir l'employer en cas de crise.

Je n'ai pas l'intention de faire perdre le temps de la Chambre pour justifier cette opinion. Qu'il suffise de dire que le premier ministre nous devait une explication beaucoup plus claire de son point de vue sur l'OTAN. Le gouvernement veut s'en tenir à ses engagements, mais il ne semble pas fixé sur la façon de le faire.

En ce qui concerne la réunion relative à la Communauté économique européenne je me réjouis, comme le chef de l'opposition, de l'ouverture d'un bureau. Mais je demanderais simplement que le ministre de l'Industrie et du Commerce (M. Gillespie) surtout, mais aussi le ministre des Finances (M. Turner), présentent bientôt des programmes originaux destinés par exemple à assurer le développement de notre secteur secondaire.

● (1630)

Les relations commerciales sont bien sûr importantes dans le monde occidental. Mais c'est en améliorant la productivité de notre secteur secondaire que nous pourrions nous tailler une place sur ces marchés comme ailleurs. Une saine politique commerciale devrait avoir pour objectif réel non pas d'obtenir des concessions particulières de la Communauté économique européenne, mais de développer notre secteur industriel pour qu'il soit de première force. Ce qu'il faut, c'est que le gouvernement nous donne enfin une orientation précise, permettant de savoir comment atteindre cet objectif. Quand ce sera fait, nous n'aurons pas à demander des concessions spéciales à la CEE.

[Français]

M. Gérard Laprise (Abitibi): Monsieur l'Orateur, je suis heureux de voir le premier ministre revenir sain et sauf de sa tournée d'Europe.

Le premier ministre fait part de toute sa satisfaction à la suite de cette conférence avec les chefs d'État membres de l'OTAN. Je crois que des conférences de ce genre complètent les autres conférences tenues par les ministres des Affaires extérieures, qui se rencontrent une couple de fois par année pour discuter des problèmes auxquels se heurtent les pays de l'OTAN, et les solutions à apporter pour les résoudre.

Nous constatons depuis la fondation de l'OTAN, soit depuis 25 ou 26 ans, que la Russie s'est vu mettre un frein, pour un temps du moins, à son appétit de dominer l'Europe, et peut-être aussi plusieurs autres parties du monde. Depuis quelques années, nous avons vu surgir toutes sortes de problèmes au sein de l'OTAN. Par exemple, qu'on se rappelle le différend entre l'Angleterre et l'Islande au sujet de la pêche dans la zone territoriale de l'Islande. Qu'on se rappelle un autre problème qui n'est pas encore réglé, celui qui oppose la Grèce et la Turquie, deux pays membres de l'OTAN, vis-à-vis de Chypre. Et qu'on se rappelle également ce qui se produit à l'heure actuelle dans un autre pays membre de l'OTAN, soit le Portugal. Or, ce sont tous des problèmes assez récents que doit considérer l'organisation de l'OTAN. Il faut donc voir à ce que cette organisation ne s'effrite pas, afin de faire face au bloc de Varsovie qui, à mon avis, n'a pas refusé de poursuivre ses objectifs, celui de mettre sous sa tutelle toute l'Europe, et peut-être d'autres parties du globe.